



À Vitry, les conditions de travail conduisent les employés de la maison de retraite à la grève

SOCIÉTÉ | Publié le 05/04/2013 à 13:03



Le personnel de la maison de retraite de Vitry-sur-Seine n'est plus assez nombreux pour s'occuper correctement des résidents. *Crédits photo : SEBASTIEN BOZON/AFP*

Les salariés de la maison de retraite de Vitry dénoncent leurs conditions de travail. Des familles de

résidents se sont jointes à eux dans la protestation.

Repas servis froids et en retard, chambres pas faites... Mercredi 3 avril, le personnel de la maison de retraite des Lilas s'est mis en grève pour protester contre les conditions de travail, qui ont fait de ces situations leur quotidien. Ils ont d'ailleurs été très vite rejoints par certaines familles de résidents, qui n'en peuvent plus de voir que le service est mal voire pas assuré.

Depuis quelques temps déjà, un vent de contestation souffle sur l'Ehpad des Lilas. De multiples grèves l'ont ainsi secoué à partir du mois de septembre dernier. À l'origine de ce mouvement de grogne, les réductions d'effectifs, qui ont entraîné une surcharge de travail pour le personnel restant, mais aussi l'intégration du personnel dans le régime de la fonction publique hospitalière: «Cela fait déjà deux ou trois ans que l'on recense des difficultés liées à un manque de personnel», explique Pascal Pienzanowski, secrétaire départemental Sud Santé. «Il y a même des pics où les résidents se retrouvent sans personne. Du coup, les repas sont décalés et il arrive que les résidents ne mangent qu'à 13h30, ou alors les chambres ne sont pas faites».

Mais, pour lui, toute cette agitation trouve son origine dans le changement de statut de la clinique: «Il y a 5 ans, on a décidé de transformer l'établissement, qui était privé, en établissement appartenant à la fonction publique hospitalière. Les membres du personnel devaient alors changer de statut avant 2010 mais, aujourd'hui encore, certains sont sous le statut privé», résume Pascal Pienzanowski.

Revendications entendues

Dans cet établissement, où les 72 lits ne sont pas tous occupés, les proches des résidents, alliés dans le mouvement de grève, sont obligés d'aller eux-mêmes nourrir et coucher leurs aïeux. Une situation provoquée par la diminution des effectifs: «Il y a eu une réorganisation des effectifs qui a entraîné que l'on est passé de 9 à 6 aide-soignants le matin et de 8 à 5 l'après-midi. S'occuper des résidents correctement dans de telles conditions, c'est impossible!»,

explique Thierry Lescant, secrétaire départemental de Sud Santé, présent auprès du personnel



Bourse
Nautisme

Face aux contestations, la direction, qui refusait toute négociation, a dû revenir sur sa décision

Jeudi 4 avril: «La grève a déclenché un Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de

Travail (CHSCT) extraordinaire. Le directeur, Richard Tourisseau, est venu ouvrir la discussion

avec le personnel. Il a été convenu de mettre en place deux réunions dans le courant du mois,

pour discuter des observations formulées par le personnel», raconte Thierry Lescant. Une

discussion qui s'est révélée une ouverture aux solutions: «On s'est mis d'accord quant à une

procédure pour l'intégration du personnel dans la fonction publique hospitalière. C'est une

première avancée, même s'il reste du chemin à faire. Pour ce qui est du manque d'effectif, le

Information
Explorimmo
Propriétés de France
Tiscali
Vodeo
Cptusur

Le sujet va être abordé pendant les deux réunions. Ce que nous voulons, c'est une réorganisation qui assurera le respect des résidents et du personnel. Un retour à la situation d'avant serait une bonne chose mais la direction refuse, sous prétexte que le budget n'est pas suffisant. Pourtant, le budget est exactement le même que l'année dernière, quand il y avait plus de personnel».

Cette avancée dans le dialogue entre direction et salariés a conduit les membres du personnel à suspendre leur mouvement de grève: «Les membres du personnel ont décidé de suspendre la grève pour montrer qu'ils ont entendu les propositions pour le changement et qu'ils approuvent qu'il y ait un dialogue engagé. Mais ils sont prêts à reprendre à tout moment si les accords convenus n'étaient pas respectés», prévient Thierry Lescant.

En début d'année déjà, les salariés avaient déposé un préavis de grève pour le 4 février. Mais ils avaient finalement renoncé, après l'obtention de plusieurs mesures salariales négociées avec le patronnat.

La rédaction vous conseille :

- ▶ Une maison de retraite désertée par son personnel
- ▶ Le contrôleur des prisons s'intéresse aux EHPAD



La box food du Figaro Scope

Pour seulement 25€

[Je découvre ▶](#)

◀ 1/5 ▶



Johanna Zilberstein



journaliste

7 abonnés



Suivre

+ Ses derniers articles



Article précédent

Article suivant

